

plus graves; il est tout au plus atténué par cette considération qu'en Espagne de pareilles choses se sont faites sous tous les régimes.

Ajoutons, pour ce qui concerne la séance du 7 juin, que les Cortès ont approuvé par 142 voix contre 58 une proposition tendant à nommer M. Pi y Margall président du conseil et l'autorisant à se choisir un ministre. (Voir aux Dernières Nouvelles).

En Italie, la protestation des généraux des ordres religieux contre la loi de suppression votée par la Chambre n'a produit, à ce qu'il paraît, aucune impression sur l'opinion publique, d'abord parce qu'elle était prévue, ensuite parce que ni le fond ni la forme de ce document n'offrent de particularités propres à attirer vivement l'attention. Le journal *l'Italie* trouve que cette protestation, dont nous publions le texte plus loin, porte tous les caractères de la contrainte et il est persuadé qu'elle a été faite par ordre supérieur bien plus que par la conviction qu'elle puisse avoir un résultat pratique.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Berlin, mardi 10 juin, au soir.

La *Norddeutsche Zeitung*, parlant de la discussion engagée hier au Parlement sur les relations commerciales avec la Russie, dit que cette discussion publique, provoquée en partie par des opinions préconçues, n'est pas de nature à avancer la solution de la question que les deux gouvernements examinent avec le désir sincère d'arriver à une entente.

Autre dépêche.

Versailles, mardi 10 juin, au soir.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — Le ministre de l'intérieur, répondant à l'interpellation de M. Gambetta, justifie la suppression du journal *le Corsaire*.

M. Gambetta donne ensuite lecture d'une circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets ayant trait aux moyens à prendre pour exercer sur la presse une influence conservatrice.

L'ordre du jour pur et simple est adopté par 359 voix contre 315, c'est-à-dire à une majorité de 73 voix en faveur du gouvernement.

Autre dépêche.

Rome, mardi 10 juin, au soir.

Le roi Victor-Emmanuel et le prince Humbert ont renoncé à tout projet de quitter Rome pour le moment.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

La *Kölnische Zeitung* prétend que jusqu'à la date du 24 mai dernier la somme à laquelle s'élevait la monnaie d'or frappée en Allemagne était de 663,258,450 marks, dont 536 millions 595,820 en pièces de 20 marks et 126 millions 663,630 en pièces de 10 marks.

On écrit de Berlin à la *Kölnische Zeitung* que le projet du député Volk, relatif à la substitution des tribunaux d'échevins à l'institution du jury sera, prochainement discuté au Parlement allemand. Le député Behr a présenté sur cette matière une proposition ainsi conçue : « Considérant qu'il n'est pas encore possible de formuler une opinion définitive sur les tribunaux d'échevins; considérant en outre qu'il ignore encore pour le moment le rapport qui peut exister entre l'introduction des tribunaux d'échevins et les autres questions de réforme de la procédure pénale; considérant qu'il ne sera possible de se faire un jugement sur tous ces points que lorsque les règlements sur la procédure criminelle et sur l'organisation de la justice seront terminés dans leur ensemble, le Parlement, conformément à la proposition du député Volk, passe à l'ordre du jour. »

La commission chargée de s'occuper de la construction d'une salle des séances pour le Parlement allemand devait examiner cette question le 5 juin, mais la délibération n'a pas pu avoir lieu par suite de l'empêchement de plusieurs membres. En attendant le professeur Luce, directeur de l'académie d'architecture, a présenté un nouveau projet. Il propose de construire le bâtiment destiné aux réunions du Parlement allemand à côté du bâtiment provisoire actuel, dans la Leipziger Strasse; mais dans ce cas le palais de la Chambre des Seigneurs devrait être démoli. Si le projet était adopté, une nouvelle rue serait ouverte de la Leipziger Strasse jusqu'au milieu du jardin de la Chambre des Seigneurs, et le palais du Parlement se trouverait au milieu de la place. La Chambre des Seigneurs pourrait alors être transférée dans le bâtiment provisoire du Parlement actuel.

Les travaux relatifs à l'institution d'un cour de justice pour les affaires ecclésiastiques sont fort avancés au ministère des cultes, et l'on assure que la nomination des membres de cette cour aura lieu prochainement.

Quant au consulat général à Londres, le bruit se confirme que c'est M. de Bojanovsky qui sera envoyé à ce poste. D'après des renseignements provenant de source certaine, il n'aurait pas été question de confier ces fonctions à M. Kussnerow, le député au Parlement, attendu qu'il n'a jamais suivi la carrière consulaire, bien qu'il ait autrefois occupé un poste diplomatique. (Kreuz-Zeitung.)

France.

Les derniers articles et l'ensemble du projet de loi de M. Paris relatif aux membres des conseils municipaux, des conseils d'arrondissement et des conseils généraux qui se refusent à remplir certaines de leurs fonctions ont été adoptés par l'Assemblée Nationale de France dans sa séance du 7 juin.

La fin de la séance a été occupée, comme on le sait, par la communication du ministre du commerce relative à la loi sur les matières premières, que nous reproduisons d'après le compte-rendu parlementaire de la République française :

M. de la BOUTILLERIE, ministre du commerce. — Les premières préoccupations du nouveau gouvernement se sont portées sur l'application de la loi du 26 juillet 1872, relative à l'impôt sur les matières premières, sur les traités de commerce conclus ou à conclure, et sur la proposition faite par M. Tirard, de suspendre la perception des droits nouveaux jusqu'à un complet établissement des droits compensateurs.

Ces questions touchent à trois intérêts : l'intérêt financier, l'intérêt commercial et industriel, l'intérêt diplomatique.

En ce qui concerne l'intérêt diplomatique, voici la situation : les traités avec l'Angleterre et la Belgique n'ont été obtenus par le gouvernement précédent que par des concessions qui réduisaient notablement les avantages de la loi du 26 juillet 1872. Avec l'Italie, un protocole a été signé fixant les bases du traité à conclure; mais rien encore n'est définitif avec les autres puissances, les négociations ne sont pas même ouvertes encore.

Il nous est permis d'espérer des autres puissances des dispositions favorables. Il n'y aura pas moins des négociations longues et difficiles à suivre.

Même pour la Belgique et l'Angleterre, les traités conclus dépendront de votre décision sur la proposition de M. Tirard, puisque ces deux puissances ne sont engagées que sur les seuls droits compensateurs établis par la loi du 26 juillet 1872.

En ce qui concerne l'intérêt commercial et industriel, cette loi n'a satisfait ni les partisans ni les adversaires de la protection.

Quant à l'intérêt financier, dans la situation que je viens d'indiquer, il est impossible de considérer comme une ressource réelle les 93 millions portés au budget. (Très bien! très bien!) En attendant même que toutes les difficultés soient levées, ce chiffre serait réduit à 60 ou 70 millions.

Dans cet état de choses, nous ne vous proposons pas cependant de retirer la loi du 26 juillet 1872, parce que, d'une part, il ne faut retrancher du budget une ressource même hypothétique qu'en présentant le moyen de combler le déficit, et, de l'autre, parce qu'il convient d'avoir sur toutes ces questions l'avis des représentants du commerce et de l'industrie. (Vive approbation.)

Nous avons déjà les avis des chambres de commerce, nous venons de réorganiser le conseil supérieur du commerce. Il sera immédiatement saisi des questions à examiner. Nous vous demandons en conséquence de surseoir pour peu de temps à toute décision sur la proposition de M. Tirard et sur les nouveaux traités de commerce. Nous avons lieu d'espérer que le gouvernement anglais et le gouvernement belge apprécieront les motifs de ce retard.

L'ajournement ne causera d'ailleurs aucun préjudice à nos relations commerciales, car la loi que vous avez votée au mois de mars dernier dit que les tarifs conventionnels restent en vigueur jusqu'à vote de tarifs nouveaux.

Au nombre des questions soumises au conseil supérieur est celle de la surtaxe de pavillon, qui a soulevé de vives réclamations de la part de l'Angleterre; la suppression de cette surtaxe a été un des éléments des nouveaux traités.

Alors même que ces traités ne devraient pas recevoir leur entière application, il y aurait toujours lieu de tenir compte des griefs fondés d'une nation amie. (Applaudissements.)

M. TIRARD. — En présence des importantes déclarations de M. le ministre, je m'associe à la demande d'ajournement; j'exprime le vœu toutefois que la solution soit la plus prompte possible (Vive approbation) afin de mettre un terme à l'incertitude qui pèse sur notre commerce et empêche toutes opérations à long terme.

Nos ports sont vides, notre industrie périodique, notre commerce est dans un état de véritable prostration. Je prie donc le gouvernement et l'Assemblée d'unir leurs efforts pour faire cesser cet état de choses le plus tôt possible. (Applaudissements.)

M. le ministre. — Le gouvernement partage ces préoccupations; le conseil supérieur est convoqué pour jeudi prochain. (Très bien! très bien!)

M. ROUVIER. — Je crois devoir ajouter aux observations de M. le ministre que la surtaxe de pavillon ne lèse pas seulement la marine anglaise, mais aussi la marine grecque, et qu'elle ne protège pas du tout la marine française.

M. FOYER-QUÉRIER. — La commission consent à la demande d'ajournement.

M. le président. — L'ajournement ne soulève pas d'opposition, je n'ai pas à consulter l'Assemblée.

Sous ce titre : *Le gouvernement du 24 mai et l'Europe*, le *Mémorial diplomatique* publie un article dont voici les principaux passages :

« L'histoire diplomatique de toutes les époques modernes atteste qu'entre puissances, on s'est toujours plus ou moins établis des gouvernements nouvellement créés comme on se méfie des nouveaux régimes. Il n'y a rien d'étonnant dans ce fait. En général, les cabinets respectent aux individus : les uns et les autres n'aiment pas plus les figures nouvelles que les nouvelles relations et ils préfèrent leurs anciens amis à ceux de la veille ou du lendemain. Habités à M. Thiers et ayant mis en lui une grande confiance, bien méritée d'ailleurs, nous comprenons parfaitement que les cabinets aient eu avec un certain sentiment de surprise l'avènement du gouvernement du 24 mai. Mais la distance est grande entre ce sentiment et les dispositions de malveillance qui, en croire plusieurs organes de la presse, se seraient fait jour dans certaines régions officielles du dehors à l'égard du maréchal Mac-Mahon et de son gouvernement. Pour notre part, nous croyons qu'il n'en est rien. Les grands cabinets n'ont pas de préjugés et de passions comme les partis; ils ont la religion des intérêts et ils ne jugent que les faits.

« Leur politique envers la France est toute tracée. Elle a cette simplicité qui ne s'égare pas. Ce pays les intéresse et les occupe comme un élément indispensable à l'équilibre général et qu'ils voudraient voir replacé dans ses anciennes conditions au concert de l'Europe. C'est pourquoi les dissensions intestines déplaissent aux cabinets, qui savent fort bien qu'elles affaiblissent les nations et que pour reprendre son ancien rang au dehors, la France a besoin de toute sa force et de toute sa grandeur. »

Après avoir constaté que les cabinets européens sont les premiers à reconnaître que la politique intérieure d'un pays ne concerne pas les autres, le *Mémorial diplomatique* ajoute :

« Tous ceux qui connaissent le maréchal Mac-Mahon ne doutent pas un instant qu'il ne soit l'homme de la situation, capable d'assurer au pays toutes les libertés auxquelles il a le droit de prétendre, et de le concilier avec toutes les nécessités de l'ordre dont il a besoin, afin de traverser les grandes épreuves qui peuvent encore lui être réservées. »

« Les ministres du 24 mai... n'ont peut-être pas le prestige de la popularité vulgaire; en revanche, ils sont les organes vrais et fidèles de la majorité de l'Assemblée, qui entend la pratique du pouvoir conservateur, tel qu'il convient à la crise actuelle, autrement que ne l'entendait M. Thiers. Voilà toute la différence des deux gouvernements, de l'ancien président de la république et du maréchal de Mac-Mahon, différence beaucoup plus administrative que politique. »

« Relativement aux tendances réactionnaires et ultrarévolutionnaires dont on gratifie les nouveaux ministres et en particulier M. de Broglie, le *Mémorial diplomatique* fait la déclaration suivante, qui termine son article :

« Le duc de Broglie est croyant, plein de respect pour le pouvoir spirituel du pape; toutefois il suffit de rappeler qu'il a été autrefois le collaborateur de M. de Montalembert pour connaître aussitôt la position qu'il prend, avec ses idées et ses aspirations, dans la crise que traverse aujourd'hui le gouvernement suprême de l'Église. Le chef du département des affaires étrangères, on peut en être certain, n'engagera pas et ne compromettra pas la cause de l'Église en l'entraînant, au milieu des luttes politiques du jour, dans la voie d'une revendication de son pouvoir temporel. Le système politique du duc de Broglie au dehors sera absolument le même que celui qui a été suivi par M. Thiers. Il s'inspirera du respect des traités, des nécessités de la situation générale de l'Europe et du bon accord avec les puissances. Heureusement pour le vice-président du conseil, il n'est pas novice dans la carrière, et son nom illustre ajoute un crédit personnel qu'il s'est acquis dans les cabinets étrangers. »

Le général Chanzy a accepté le gouvernement général de l'Algérie. (Paris-Journal.)

« Si l'on en croit la même feuille, M. Casimir Périer aurait refusé d'accepter la présidence du conseil. Malgré les efforts de M. Thiers, malgré les instances des familles de l'ex-président, M. Casimir Périer ne veut pas, dit cette feuille, que son nom serve de drapeau aux radicaux. Le député de l'Aube se croit engagé d'honneur à fonder la république en France, et ne pouvait refuser à M. Thiers de l'aider dans l'essai que celui-ci voulait tenter. Mais aujourd'hui, ajoute *Paris-Journal*, M. Périer voit que rien n'est changé dans la forme du gouvernement, il voit que le maréchal de Mac-Mahon et son cabinet ne cherchent nullement à renverser la république; il n'a donc plus aucune raison pour rester éloigné de ses amis. »

« Les journaux parisiens se préoccupent beaucoup depuis quelque temps de savoir si l'élection de M. Ranc sera validée. Voici du reste les réflexions de *Paris-Journal* à ce sujet :

« M. Ranc sera-t-il valide? sera-t-il poursuivi comme membre de la Commune? Tel est le sujet de toutes les conversations. Le deuxième bureau chargé de l'examen des élections du Rhône s'est réuni, et, après une longue discussion, a décidé à une très forte majorité que le ministre de la justice serait prié de venir fournir quelques explications sur la situation judiciaire de M. Ranc. »

« MM. Girard et Baragnon avaient demandé à être fixés sur deux points :

« 1° Y a-t-il un mandat d'amener contre M. Ranc? »

« 2° Y a-t-il une ordonnance de non-lieu rendue en sa faveur? »

« La première question perd évidemment de son importance si la seconde est résolue négativement; mais il est bon pourtant que l'opinion publique soit fixée sur la façon dont le gouvernement de M. Thiers a cru devoir traiter certains membres de la Commune, lorsque nous voyons des malheureux ayant accepté des positions infâmes être condamnés à six mois de prison, trop heureux d'avoir évité la déportation. »

« M. Brisson a soutenu la thèse suivante : « Nous n'avons, a-t-il dit, à nous occuper que des faits mêmes de l'élection. Les opérations électorales ont-elles été régulières? M. Ranc remplit-il les conditions d'âge et de nationalité? Tout est là. Le bureau ne peut pas discuter des faits antérieurs à l'élection. »

« M. Brisson n'a pas convaincu ses auditeurs. Le 2^e bureau entendra M. Ernoul, et s'il y a une ordonnance de non-lieu, il proposera à l'Assemblée de valider les pouvoirs du député du Rhône. »

« A propos de M. Ranc, un député, en situation d'être bien informé, nous a donné les détails suivants, que nous reproduisons sans faire aucune réserve sur leur authenticité, qui n'est pas douteuse. »

« Après la fin de la Commune, l'affaire Ranc a été évacuée par le tribunal de la Seine. Le tribunal civil basait les poursuites sur ce que M. Ranc a commis des actes prévus par le code pénal. »

« La procédure fut commencée, mais à peine les premiers actes étaient-ils faits, que la justice militaire évoqua l'affaire et se fit remettre le dossier. »

« Plus tard, et lorsqu'on put prévoir l'interpellation de M. Raoul Duval, le dossier de M. Ranc fut retiré des mains de la justice par le gouvernement, qui se fit en même temps remettre environ 400 autres dossiers. »

« Donc il n'y a pas d'ordonnance de non-lieu rendue en faveur de M. Ranc; en revanche, il y a eu un commencement de procédure, qui n'a été interrompue par aucun acte judiciaire. »

« A l'heure qu'il est, la grosse question est de savoir ce que sont devenus ces dossiers. La majorité de l'Assemblée désire le savoir, et s'ils ne sont pas aux archives il faudra que l'on sache où ils sont. Un gouvernement, quelque puissant qu'il soit, n'a jamais eu le droit de supprimer des pièces qui appartiennent à la justice. »

« Le colonel Denfert, ex-gouverneur de Belfort, a voté contre la reconstruction de la colonne Vendôme. Il vient d'expliquer les motifs qui l'ont engagé à agir de la sorte dans une lettre qu'il a adressée au rédacteur du *Courrier de la Rochelle* et que nous croyons devoir reproduire :

« Monsieur, « La pensée qui a déterminé mon vote négatif pour la reconstruction de la colonne Vendôme a été étrangement déformée. Je vous demande la permission de l'expliquer en très peu de mots. »

« La démolition de la colonne Vendôme a été l'un des premiers actes de vandalisme de la Commune contre nos monuments publics; le projet de sa reconstruction a été présenté à l'Assemblée Nationale en mai 1871, avant l'entrée de l'armée dans Paris, sous le coup de l'indignation naturelle que cet acte avait provoquée. Mais, presque aussitôt après, de nouveaux actes de vandalisme, plus insensés et plus criminels encore, ont détruit un grand nombre d'autres édifices dont les ruines affligent toujours nos regards. »

« L'état de nos finances ne nous permet pas d'entreprendre à la fois la restauration de tous ces monuments, et il ne m'a pas paru qu'un des premiers travaux à faire doit être la reconstruction de la colonne Vendôme. »

« Ce monument est, en effet, par-dessus tout, et avant tout la glorification de Napoléon I^{er}. Je suis de ceux qui, tout en reconnaissant l'immense génie de ce souverain, ne peuvent oublier que son régime dictatorial et sa politique guerrière ont valu à la France deux invasions et un premier démembrement, que l'aurole légendaire dont son nom a été entouré a été la principale cause du retour du régime impérial en 1851, et que le régime du second Bonaparte a fini par une nouvelle invasion, un second démembrement plus douloureux que le premier, et une série de désastres inconnus dans notre histoire. »

« Il m'a paru tout à fait inopportun, monsieur le rédacteur, de raviver et de remettre en honneur parmi nos populations la mémoire de Napoléon I^{er} au moment où la France est encore occupée par l'étranger et où les partisans de l'Empire cherchent tous les moyens de nous imposer pour la troisième fois un régime que le passé nous autorise à considérer comme de plus en plus fatal à notre pays. »

« Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, l'expression de ma considération très distinguée. »

« Colonel, ex-gouverneur de Belfort, représentant de la Charente-Inférieure. »

Paris, 31 juin 1875.

« Voici, au sujet des partis dans l'Assemblée, un dénombrement qu'on prétend être de la plus grande exactitude. Tout en sachant que de pareils calculs ne peuvent jamais avoir qu'une précision relative, nous n'en croyons pas moins devoir l'enregistrer. »

50 droite extrême; 114 droite modérée; 178 centre droit; 20 bonapartistes; 31 flottants; 80 centre gauche; 179 gauche modérée; 66 radicaux; — total 718.

« M. Limbourg, préfet de Marseille, vient de suspendre M. Marion, maire de Fontvieille, qui s'est refusé à afficher la nomination du maréchal de Mac-Mahon et sa proclamation. »

« Un orage épouvantable a fondé le 5 juin sur Elbeuf et sur ses environs. La tourmente a été d'une violence inouïe; les éclairs semblaient déchirer la nue sans intervalle et le tonnerre faisait rage. A dix heures, un coup terrible éclatait et la foudre tombait aux environs de Saint-Aubin. La tempête parut se calmer comme par enchantement, mais tout à coup une pluie diluvienne fondit sur la ville et principalement sur la côte du Bourgethoulle. »

« A cet endroit surtout, l'eau se déchaînait avec une abondance extrême et descendait à la côte avec la rapidité d'un torrent, entraînant dans son cours d'énormes tas de pierres et des arbres entiers. »

« Déjà l'émotion était à son comble; l'eau défonçait les portes et les fenêtres, envahissait les rez-de-chaussée et chassait les habitants aux étages supérieurs. Tout à coup un bruit terrible se fit entendre. »

« Deux maisons de la côte, portant les n° 61 à 63 venaient de s'écrouler, ensevelissant sous leurs décombres leurs malheureux locataires. Aussitôt prévenue de cet horrible sinistre, l'autorité municipale s'est hâtée d'organiser les secours. Une escouade de douze sergents de ville, conduite par trois brigadiers, se rendit en courant au lieu de l'événement. Mais il était impossible d'y parvenir. A la cote des Zouaves, qui se trouve en bas de la côte, l'eau se ruait en tourbillons furieux mêlant à ses flots d'énormes blocs de pierre, et rendait l'ascension impraticable. On dut tendre des cordes à ces courageux agents et les hisser derrière un mur jusqu'à la hauteur du talus. »

« Aussitôt arrivés à l'endroit du sinistre, ils se mirent à l'œuvre et, aidés par les voisins, se mirent en devoir de sauver les victimes dont les cris et les appels de secours déchirants arrivaient jusqu'à eux. »

« Les personnes englouties étaient au nombre de douze. Au milieu de l'obscurité et malgré la pluie qui tombait toujours avec la même violence, on commença le sauvetage; mais il a fallu du temps et des efforts surhumains pour retirer de ses ruines les malheureux engloutis. Au bout de quelque zèle qu'il ait été possible de faire preuve, ce n'est que vers sept heures, vendredi matin, qu'on a pu assurer qu'il ne restait plus personne sous les décombres. »

« Il y a eu 4 morts, dont une femme et deux enfants, — et six blessés, dont quatre femmes. Deux ouvriers ont échappé sans blessures. »

(Journal des Débats.)

« On lit dans la *Liberté* : « New-York, dans tous les grands ports de commerce des puissances maritimes, on agit en ce moment la question du percement de l'isthme de Panama; on se demande, avec raison, du reste, si, dans ce siècle, où M. de Lesseps a pu réunir la mer Rouge à la Méditerranée, la science ne met pas à la disposition de l'industrie les moyens pratiques d'ouvrir un canal maritime à travers la Cordillère des Andes, unissant ainsi l'Océan Atlantique au Pacifique, affranchissant les marines du monde de cette route aussi longue que pénible qui les oblige, pour doubler le cap Horn, à descendre au milieu des glaces du pôle Sud, lorsque leur mission les appelle sur la côte occidentale d'Amérique ou dans les archipels de l'Océanie. »

« Il y a déjà bien des années qu'on s'est occupé de cette importante question, bien avant que M. de Lesseps songât à creuser les sables de l'isthme de Suez. La première étude véritablement sérieuse fut faite par un prêtre desservant l'église paroissiale de Realengo, petite ville du centre d'Amérique, placée à l'extrémité d'une vaste lagune qui vient se déverser dans l'Océan Pacifique. Comprenez que ce n'était pas dans les petites républiques de l'Amérique centrale qu'il trouverait les fonds et les moyens de réaliser sa pensée, le curé de Realengo continua ses explorations à l'intérieur, modifiant son plan primitif jusqu'à ce qu'il fût certain de son point de départ; puis il serra de près le point de destination et attendit. Il était déjà vieux, quand le hasard lui fit rencontrer un prince exilé, Louis Napoléon. »

« Le prince Louis le travail, l'exporta, et promit au vieux prêtre que, s'il arrivait au pouvoir, il le remettrait à des hommes compétents, que, suivant leur avis, il en patronnerait l'exécution. »

« L'empereur Napoléon III n'oublia pas sa promesse; en 1858, une vingtaine d'hommes occupant une haute position dans les sciences et l'industrie se réunirent et, mettant à leur tête M. Ferdinand Belly, partirent pour Panama, où les attendait le vicomte de Saint-Sauveur, consul de France; de là ils se dirigèrent sur la baie de Realengo et de Saint-Juan del Sur, pour commencer leurs travaux topographiques, pendant qu'un bâtiment de guerre français faisait l'hydrographie de la baie où devait arriver le canal maritime. Le plan du vieux prêtre, mort depuis quelques années, avait été abandonné ou plutôt modifié. La base du canal était le magnifique lac de Nicaragua, dont les bords sont navigables pour les plus grands bâtiments; au centre du lac s'élevait un pic de 4,000 mètres de hauteur; au nord et au sud du lac se trouvaient deux ruisseaux qui venaient se jeter dans les deux mers; en les canalisant, on arrivait ainsi à la solution du problème, pour lequel M. Belly demandait environ 170 millions. »

« Pourquoi les travaux n'ont-ils pas été mis à exécution? C'est là ce que nous ignorons; l'expédition reçut sur les deux côtes un accueil sympathique. M. Belly partit pour France, chercha sans doute les fonds nécessaires au commencement des travaux; pendant son absence, ses compagnons, épuisés par les fatigues, les privations et les fèvres de l'hiver, moururent presque tous; l'expédition fut abandonnée. »

« Deux ans plus tard arrivait à Panama un professeur de la faculté des sciences de Paris, protégé par M. Odilon-Barrot; il était accompagné de personnes honorables, décidées à le suivre et à l'aider dans ses travaux. Ce fut du côté de l'isthme de Darien qu'il tourna ses efforts; il ne fut pas plus heureux qu'une Compagnie américaine qui avait été également décimée dans l'intérieur par les maladies et les tribus d'Indes qui ne veulent avoir aucune communication avec les Européens. Il y a dans ces forêts de grandes et vieilles familles du Pérou et de l'Equateur, descendant de ces hommes que les Espagnols chassèrent si cruellement de leur patrie. Deux Américains échappèrent mi-

raculeusement à la mort; ce fut l'évêque de Panama, le seul ayant quelque influence sur ces tribus, qui arriva à temps pour les délivrer. »

« Les Américains ne se découragèrent pas; d'autres expéditions eurent lieu en 1864 et 1866. La plus complète, envoyée par le gouvernement, sous les ordres du colonel Seldridge, publia son compte-rendu en 1871, et c'est la décision prise par cette commission qui donne maintenant aux idées une tout autre direction. »

« Le colonel Seldridge considère le percement de l'isthme comme impossible, non pas à cause des difficultés matérielles que la science peut vaincre aujourd'hui, mais à cause des dépenses énormes que nécessiteraient les travaux et dont l'intérêt et l'amortissement ne seraient jamais couverts par les revenus du transit. »

« C'est, en admettant l'impossibilité du percement de l'isthme et l'urgence cependant de joindre les deux mers, qu'on songe aujourd'hui à faire traverser l'isthme de Panama aux plus grands paquebots, en les plaçant sur des voies ferrées. Deux projets sont en présence. »

« D'après les habitants de la commune d'Autreche, près Compiègne, le comte de Lupel aurait fait répandre, dans les bois ouverts qui lui appartiennent, une certaine quantité de boulettes empoisonnées qui avaient causé la mort d'un grand nombre de chiens. Au nombre des plaignants était un berger qui constatait que des chiens étaient morts subitement dans la plaine après avoir avalé de ces boulettes. »

« Le comte de Lupel reconnaît le fait : « De cette façon, dit-il, je détruis des renards et en même temps les chiens de ceux qui ont l'indécence de leur faire battre des propriétés qui ne leur appartiennent pas. J'ai toujours eu soin de placer ces boulettes de strychnine dans l'intérieur même de mes bois. »

« Le tribunal de simple police de Compiègne s'est refusé à reconnaître le droit invoqué par le comte de Lupel, et l'a condamné à 11 francs d'amende. »

En appel, le tribunal de Compiègne a confirmé cette condamnation, tout en reconnaissant l'existence d'un arrêté préfectoral qui permet bien de détruire par le poison les loups et les renards, mais non les animaux domestiques. Le poison autorisé par l'arrêté était la noix vomique et non de la strychnine. Le comte de Lupel n'a pas pris les précautions qui justifient la tolérance accordée par l'arrêté préfectoral de 1865. »

« Le crime de Montplaisir, dont on a beaucoup parlé depuis cinq mois, vient enfin d'avoir son dénouement devant la cour d'assises du Rhône. »

Voici un résumé des faits. En janvier 1873, habitait à Montplaisir, près de Lyon, une famille composée de trois personnes : M. Guérin, receveur de navigation en retraite, sa femme et sa fille Esther, jeune fille de vingt ans. »

Les Guérin vivaient dans l'aisance : avec la pension de retraite du père et quelques économies amassées depuis longtemps, ils pouvaient avoir quatre ou cinq mille livres de rente. M^{me} Guérin avait eu d'un premier mariage deux fils qui ne demeuraient pas avec elle. L'un d'eux, Joseph Serringer, s'était engagé dans les équipages de la flotte; il avait obtenu, au mois de juillet 1871, un congé qui avait été successivement renouvelé et résidait à Marseille. Son frère, également engagé, servait aux colonies dans une compagnie de discipline. Leur mère les aimait tendrement, quoiqu'elle eût bien des fautes à leur reprocher, et leur beau-père leur avait toujours témoigné le plus vif intérêt. »

Le mercredi 29 janvier, la laitière, qui venait chaque matin, sonna vainement à la porte de la logis des Guérin, personne ne répondit. Des voisins avertis vinrent également appeler sans obtenir qu'on ouvrit. Ils allèrent alors prévenir le commissaire de police, et on pénétra dans le clos à l'aide d'une échelle. »

Les portes et les fenêtres étaient fermées. Aucune ouverture extérieure n'était apparente. On voyait seulement sur la neige, tombée pendant la nuit, les pas d'un homme qui avait traversé tout le clos pour sortir de la maison, venir à la fontaine et gagner la porte qui donnait sur la rue. La neige ne portait pas d'autres empreintes. Elle avait d'ailleurs commencé à tomber entre onze heures et minuit sans s'arrêter longtemps. Il était donc évident que personne n'était entré dans la maison à partir de onze heures du soir et que le seul homme qui en était sorti avait dû y passer la nuit. »

Près de la fontaine, on trouva sur la neige un énorme couteau vulgairement appelé *parieret* et semblable à ceux dont les charcutiers se servent habituellement. Il était couvert de sang. Celui qui l'avait jeté là avait dû venir se laver les mains avant de sortir. »

La porte de la maison était simplement jointe; on put entrer sans difficulté, et rien au rez-de-chaussée n'indiquait un crime ou une lutte. Il résultait, au contraire, que la famille avait dû recevoir dans la soirée un parent ou un ami. On voyait, en effet, sur la table du salon les restes d'un léger repas servi à une seule personne. On avait également entamé une bouteille de vieille eau-de-vie, et un second verre placé sur la table indiquait que le chef de la famille avait bu sans doute avec le visiteur. »

Mais les chambres du premier étage où couchait toute la famille présentaient un horrible spectacle; on y trouva les trois cadavres affreusement mutilés de M. et de madame Guérin et de leur fille. »

L'état des lieux démontrait que le vol avait été le mobile de l'assassinat. Les meubles avaient été ouverts et fouillés; la montre de M. Guérin avait été enlevée du support où il la mettait chaque soir; dans une chambre voisine de celle qu'il occupait, un petit meuble servant de coffre-fort avait été également visité avec soin. »

L'assassin avait dû lui-même coucher dans cette chambre. Un lit y avait été provisoirement préparé sur le parquet. Il se composait d'un matelas, d'un drap, d'un édredon et d'une couverture à laquelle on avait joint une jupe de femme, destinée sans doute à recouvrir les pieds. La tête du lit s'appuyait contre le coffre-fort, et pour ouvrir ce meuble, le meur

Elle nées 1868, 1869 et 1870, l'émigration a enlevé aux îles Britanniques 434,000 hommes et seulement 277,000 femmes. Quand les mêmes circonstances se représentent annuellement en Angleterre, on ne peut s'étonner qu'il y ait sur le sol du Royaume-Uni 920,000 femmes de plus que d'hommes. On conçoit que cet énorme excédant du chiffre des femmes doit singulièrement contribuer au développement du paupérisme dans la métropole.

Quoique la population totale des îles Britanniques se soit accrue de plus de 4 millions d'âmes depuis vingt ans et de 2,540,000 âmes depuis dix ans, il s'en faut que toutes les provinces du Royaume-Uni présentent une augmentation de la population. C'est l'Angleterre proprement dite et le pays de Galles qui offrent les plus-values considérables; l'Ecosse vient ensuite; quant à l'Irlande, elle continue de dépeupler; elle perd à chaque nouveau recensement. L'Angleterre s'est élevée de 16,231,000 habitants en 1861 à 18,954,000 en 1871, et à 21,487,000 en 1881; le pays de Galles, qui n'avait que 1,005,000 âmes en 1861, en compte 1,216,000 en 1871. L'Ecosse monte de 2,888,000 en 1861 à 3,358,000 en 1871. Mais l'Irlande se dépeuple de plus en plus; depuis vingt ans, elle a perdu 150,000 de ses habitants; en 1861, elle comptait 6,574,000 âmes; en 1871 elle n'en avait plus que 5,798,000; enfin, en 1881, elle n'en offre plus que 5,402,000. La population de l'Irlande n'est guère plus du quart de la population de l'Angleterre proprement dite. Cependant la différence d'étendue entre les deux territoires est loin d'être aussi grande, l'Irlande ayant 20 millions et demi d'acres environ, et l'Angleterre proprement dite 32 millions et demi. A l'heure actuelle, la densité de la population n'est guère plus grande en Irlande que dans le pays de Galles.

De tous les comtés d'Angleterre, nous n'en découvrons que deux qui aient perdu en population, de 1861 à 1871; ce sont ceux de Cornwall et de Huntingdon. Tous les autres sont en augmentation. L'accroissement est surtout sensible pour les comtés de Middlesex et de Surrey, qui comprennent la plus grande partie de la ville de Londres, et pour les régions manufacturières, comme le Lancashire, qui gagne près de 400,000 habitants depuis 1861, et le Yorkshire, qui en gagne environ 430,000. En Irlande, au contraire, si l'on compare les résultats du recensement de 1861 et du recensement de 1871, on voit que 31 comtés sont en diminution et qu'un seul, celui d'Antrim, est en augmentation. Le nombre des maisons habitées a diminué aussi en Irlande depuis 1861. A cette époque on en comptait 935,000; en 1871 il n'y en avait plus que 960,000.

Le nombre des naissances est assez remarquablement stationnaire dans les trois royaumes: il montait, en 1869, à 1,032,000; c'est un chiffre plus élevé que le chiffre des naissances en France, quoique notre population soit encore supérieure en nombre à celle du Royaume-Uni. Dans l'Angleterre proprement dite et le pays de Galles, la proportion des naissances à la population était, en 1869, de 1 naissance pour 29 habitants. En France, nous n'avions, en 1868, que 1 naissance pour 39 habitants. Disons cependant qu'en Angleterre même la proportion des naissances au nombre des habitants a légèrement diminué depuis quelques années. C'est ainsi qu'en 1867 et en 1868 elle était de 1 pour 28, tandis qu'elle n'est plus que de 1 pour 29.

Quoique le nombre des naissances soit beaucoup plus considérable en Angleterre qu'en France, la proportion des mariages à la population est presque la même de l'un et de l'autre côté de la Manche. En 1868, on comptait en France 1 mariage par 127 habitants; en 1869, dans l'Angleterre proprement dite et le pays de Galles, il y avait 1 mariage par 125 habitants. C'est dire que les mariages anglais sont singulièrement plus fréquents que les mariages français. Sur les deux bords de la Manche on remarque d'ailleurs le même mouvement de décroissance du nombre des mariages au nombre de la population. C'est ainsi qu'en 1861 il y avait en France 1 mariage par 121 habitants, tandis qu'en 1868 on n'en comptait plus que 1 par 127 habitants; de même, en Angleterre, en 1867, on constatait 1 mariage par 121 habitants, au lieu qu'en 1869 on n'en recensait plus que 1 par 125 âmes.

Si le chiffre des naissances est tellement supérieur en Angleterre à ce qu'il est en France, c'est que nos voisins ont les yeux ouverts sur le monde, où ils voient encore bien des places vacantes; ils savent que leurs enfants pourront porter leurs bras, leur activité, leur science dans des contrées éloignées, mais fertiles, peu encombrées, rapidement progressives. La perspective de l'émigration est le stimulant qui entretient leur fécondité. Ce mouvement régulier d'émigration ou plutôt de conquête de patries nouvelles ne s'arrête pas. On vit partir du Royaume-Uni 196,325 émigrants en 1868, 258,027 en 1869 et 256,940 en 1870. C'est Liverpool d'abord, puis Cork et enfin Glasgow et Greenock, qui sont les principaux ports d'embarquement.

Jadis le plus grand nombre de ces émigrants étaient des Irlandais; maintenant, les Anglais sont plus nombreux et le deviennent chaque année davantage. En 1868, les Anglais émigrants n'étaient que 58,000, les Ecossois 15,000, les Irlandais 65,000; en 1869, on compte 90,000 émigrants anglais, 22,000 écossois, et 73,000 Irlandais. En 1870, les émigrants anglais atteignent le chiffre de 106,293, les Ecossois celui de 22,935, et les Irlandais celui de 74,283. Ce sont donc bien les Anglais proprement dits qui forment actuellement le gros de l'émigration britannique. Ce sont toujours les Etats-Unis et le Canada qui ont la plus grande puissance d'attraction. On sait que, pour la plupart des émigrants, le Canada n'est qu'une étape sur la route des Etats-Unis. Les colonies australiennes, depuis quelques années, reçoivent aussi des légions nombreuses. En 1868 on voyait 12,809 émigrants partir des îles Britanniques pour cette destination; en 1869 ce chiffre s'élevait à 14,901, et en 1870 à 17,065. Enfin 3,505 Anglais vont chercher la fortune sur d'autres points du globe, et notamment dans l'Amérique du Sud.

L'importance de la question des charbons en Angleterre donne un grand intérêt au calcul suivant, que donne le *Bulldozer*, sur l'approvisionnement de charbon en ce pays:

« Nous sommes maintenant en position d'indiquer la quantité de houille sur laquelle nous pouvons compter si nous voulons calculer avec quelque précision; elle est certainement au-dessous des 146,480 millions de tonnes accusés par les commissaires des mines.

« Au lieu de calculer le contenu d'une zone de 4,000 pieds de profondeur, nous ne sommes vraiment justifiés qu'en espérant de pénétrer (avec nos connaissances actuelles et en tenant compte de nos présentes dépenses d'exploration) à 2,700 pieds, ce qui donne 32 pieds de plus que le plus profond de nos puits de mines.

« A cette profondeur (ou à peu près) la température est égale à la chaleur du sang et le développement de la chaleur de l'air est tellement rapide que, malgré nos meilleures méthodes de ventilation, il y aurait impossibilité d'y travailler si l'on tient compte de la dépense qu'il y aurait à faire. Aucun ingénieur, avec toute la latitude d'estimation que l'on reproche quelquefois aux membres de ce corps, ne serait

justifié, en face de ce qui vient d'être dit, de porter à 100,000 millions de tonnes la quantité à extraire des mines du Royaume-Uni. En conséquence, et d'après le simple bon sens, les cent dix années que le professeur Jevons accorde pour l'extinction totale, doivent donc être encore diminuées d'une certaine quantité. »

Statistique.
Voici le texte de la protestation des généraux et procureurs généraux des ordres religieux contre le projet de loi de suppression approuvé par la Chambre des députés:

La Chambre des députés du royaume d'Italie a discuté, du 6 au 26 mai, un projet de loi tendant à Rome et à ses provinces l'application des lois, déjà en vigueur dans le reste du royaume d'Italie, sur les corporations religieuses et la conversion des biens des corps moraux ecclésiastiques. Outre les modifications très importantes apportées par la commission au projet du ministère, la Chambre, en discutant et en votant chacun des articles, y a introduit des dispositions nouvelles encore plus onéreuses et plus attentatoires au droit, dispositions qui, on peut le dire, anéantissent les familles religieuses et confisquent entièrement leur propriété légitime. Pendant les nombreuses séances consacrées à la discussion du projet, on ne s'est pas contenté de ne tenir compte ni de la justice de la cause, ni de la compétence des juges, on a émis divers raisonnements et on a prononcé divers discours qui ont à la fois outragé la vérité, la justice et la religion. Tout l'univers catholique, et même quiconque parmi les hérétiques et les infidèles a conservé un peu de raison et d'honnêteté naturelle, pourra facilement en juger.

Le souverain-pontife, seul juge constitué de Dieu pour régler ce qui concerne l'Eglise et les institutions religieuses, ayant déjà protesté hautement et déclaré nul et de nulle valeur tous les attentats quelconques qui pourraient se faire contre les corporations religieuses et leurs propriétés légitimes (1): Nous, soussignés, supérieurs et procureurs généraux des divers ordres résidant à Rome, nous croyons être de notre strict devoir, non-seulement d'adhérer aux sentiments exprimés par le vicaire de Jésus-Christ, dont nous sommes les sujets immédiats, mais de protester spécialement en notre nom et au nom des familles religieuses que Dieu nous a données à régir et à gouverner, selon les règles de la perfection chrétienne et des conseils évangéliques, et selon les lois et les constitutions approuvées par le siège apostolique. En renouvelant nos protestations, nous renouvons aux raisons développées dans la circulaire du 4 octobre 1871 que nous avons envoyée à tous les ambassadeurs, ministres, chargés d'affaires et consuls accrédités près le Saint-Siège, raisons démontrant jusqu'à l'évidence que la suppression des corporations religieuses existant à Rome était un manifeste et odieux attentat contre les droits de la catholicité tout entière, et surtout contre les droits spirituels inhérents au chef visible de l'Eglise; aujourd'hui, de nouveau et en particulier:

Nous protestons contre tous les audacieux blasphèmes qui, dans cette circonstance, ont été impunément jetés à la face de Dieu, et de sa religion sainte, contre toutes les injures qui ont été lancées contre la sacrée personne et l'autorité du vicaire de Jésus-Christ.

Nous protestons contre l'impunité de langage des rapporteurs de la commission, lesquels, contredisant audacieusement l'Evangile, n'ont pas hésité à affirmer que les conseils évangéliques, à savoir les vœux de pauvreté, chasteté et obéissance, étaient l'antithèse de tout progrès matériel, moral et intellectuel de l'homme. Nous protestons contre l'incompétence et la contradiction de ceux qui, après avoir juré d'observer et de maintenir le Statut, après avoir promis solennellement au monde catholique de laisser intacte l'autorité de l'Eglise, ont proposé et approuvé des lois qui sont en opposition avec le premier article du Statut et l'autorité spirituelle du pontife romain et aux très saintes lois de l'Eglise.

Nous protestons contre les calomnies, les faussetés, les mensonges qui, sans aucun fondement, et sans même un semblant de preuve, ont été produits en public et dirigés contre les instituts et les personnes religieuses, qui ont le droit de défendre leur réputation.

Nous protestons contre l'expropriation violente des maisons et des couvents; contre la spoliation et la conversion des biens et des propriétés appartenant à nos ordres respectifs, et nous réservons contre tout usurpateur et possesseur les droits inhérents à ces propriétés, et dont aucun pouvoir laïque ne peut légitimement nous dépouiller.

Contre de si grandes injustices et iniquités, nous en appelons au souverain-pontife, vicaire de Jésus-Christ sur la terre; aux évêques et pasteurs des âmes, qui sont les tuteurs, les gardiens et les défenseurs des biens et des propriétés ecclésiastiques.

Nous en appelons à tous les fidèles catholiques répandus par le monde, aux charitables largesses desquels — largesses faites en l'honneur et pour la propagation de la foi et de l'Eglise — sont dus la majeure partie des biens et des propriétés des ordres religieux.

Nous en appelons au droit individuel d'association et de propriété, au droit public des gens et au droit international, qui, tous, militent en faveur de notre existence et de notre propriété.

Nous en appelons au jugement de toutes les personnes saines et civilisées qui se dirigent encore selon les règles de la raison et de la foi.

Nous en appelons enfin au jugement du Dieu suprême des vivants et des morts, au Dieu Tout-Puissant, près duquel il y a pas d'acceptation de personne, et dont l'inexorable justice saura, quand il le faudra, venger la réputation des calomnies et les droits des opprimés; pendant que de notre côté nous prions assidûment du fond du cœur pour attirer la miséricorde de Dieu sur nos calomnieurs et nos oppresseurs, et afin de les soustraire aux peines et aux châtiments temporels et éternels que l'iniquité de leurs actes pourrait bien leur faire encourir.

Rome, 2 juin 1873.
(Suivent les signatures, au nombre de 82.)

Nos lecteurs doivent se souvenir de ce procès Agnoletti, dont nous avons parlé en son temps, qui a fait en Italie autant de bruit que l'affaire Du Bourg en France. Un père, appartenant à la haute société, avait tué son fils, un enfant de trois ans, qu'il adorait. Agnoletti avait été condamné aux travaux forcés à perpétuité par la cour de Milan. Cette condamnation fut tant de retentissement, que toutes les Académies de médecine de l'Europe se demandèrent si Agnoletti n'était pas fou. La cour de cassation cassa l'arrêt de Milan, et Agnoletti fut renvoyé de nouveau devant la cour d'assises de Bergame.

Nous croyons devoir rappeler rapidement les diverses circonstances de ce dramatique procès.

(1) Lettre du saint-père au cardinal Antonelli, en date du 16 juin 1872. — Allocution du saint-père aux cardinaux, prononcée le 23 décembre 1872.

Agnoletti appartenait à une excellente famille de Ferrare. Sa jeunesse avait été très dissipée. Il fit des études incomplètes; son père l'envoya, pour le punir, dans l'armée du duc de Modène. Quand ce père mourut, il lui laissa une fortune de 350,000 fr. (500,000 disent les autres). En 1867, tout cela était mangé, non pas en débauches, mais en profusions fastueuses: le jeune gentilhomme allait à quatre chevaux et protégeait les arts. Il ne lui restait de sa fortune qu'une cinquantaine de mille francs. Il voulut alors se marier, par intérêt, disant ceux qui le chargeaient. Il subit quelques échecs, mais fut enfin agréé par une jeune Milanaise de famille noble, mademoiselle Teresa de Capitani d'Arzago.

Le mariage fut heureux pendant trois années environ, puis les dissensions recommencèrent. En 1870, Agnoletti avait jeté par les fenêtres non-seulement la contre-dote (contre-dote) de 50,000 fr. qu'il avait constituée en faveur de sa femme, mais encore les revenus de sa femme elle-même. Il parvint alors à l'improvise sans dire où il allait, et l'on apprit un beau jour qu'il était à Naples, où il s'était fait journaliste pour vivre.

La pauvre jeune femme abandonnée fit une demande en séparation, et ce demi-divorce lui fut concédé par un décret présidentiel du 22 septembre 1870. Agnoletti revint alors, et fit tout ce qu'il put pour rentrer en grâce auprès de sa femme. Il employa tous les moyens, la pitié, la terreur, les supplications, les menaces; on l'accusa d'être allé jusqu'aux voies de fait, d'avoir joué la comédie, la tragédie même pour arriver à ses fins, d'avoir tourné plus d'une fois un revolver contre sa propre poitrine. Enfin, qu'il fut sincère ou non, il toucha la jeune femme. Elle consentit à suspendre le procès en séparation, à condition qu'il chercherait quelque occupation hors de Milan; elle lui fit même une pension de 1,800 fr., et consentit enfin à l'accueillir à Gabbiate, dans sa maison de campagne.

La, Agnoletti ne se contenta pas. Est-ce l'amour, la jalousie, le besoin d'argent, la honte de n'en plus avoir, la rage d'être un mari en teneur qui lui aigrit la bile? Il y eut de nouvelles scènes. La pauvre femme requit de nouveau la séparation légale, et cette fois sa décision parut irrévocable. Ce fut en vain qu'Agnoletti menaça de tuer tout le monde, et avant tout de se tuer lui-même; on ne le crut plus. La séparation fut convenue. Agnoletti parvint à accepter, avec calme; il consentit à vivre loin de Milan, avec la maigre pension qui lui était accordée. Il demanda seulement, avant de partir, à revoir son fils.

Ce fils, Charles (en italien *Carletto*), n'avait que trois ans et était le plus charmant et le plus intelligent enfant qu'on pût voir. Agnoletti l'aimait tendrement; tous les témoins l'affirmaient, et l'enfant le lui rendait bien. Ici je fais un emprunt au compte rendu des premiers débats:

« Le jour du meurtre, Carletto ne voulait pas dîner, tant il avait hâte d'aller voir son père qui était à l'hôtel. La mère envoya l'enfant à l'hôtel, sans la moindre défiance; elle ne craignait rien de la petite vérole, qui régnait alors à Milan; aussi ordonna-t-elle expressément à la bonne qui mena l'enfant à son père, de bien recommander qu'on ne le laissât point aller en fiacre. Agnoletti ne tint pas compte de la recommandation: il prit une voiture de place et promena son fils avec lui. En chemin, il l'embrassa à tout moment; c'est le cocher qui a rapporté cette circonstance.

« La voiture de place congediée, le malheureux promena le pauvre petit de café en café pour laisser venir la nuit. Puis il sortit par une des portes de la ville, et se dirigea vers la rivière, en tenant son fils dans ses bras et en marchant dans la neige. Il descendit sous un pont et se jeta à l'eau avec l'enfant, dont les cris cessèrent au bout de quelques secondes. Quant à lui, il resta debout dans l'eau glacée sans perdre pied. Il demeura une heure dans cette position sans sentir le courage de s'abandonner à la mort. Enfin, l'instinct de la conservation prit le dessus: il regagna le bord, tandis que le petit cadavre de Carletto allait s'échouer au pied de quelque saule. Pendant ce temps, la mère recevait une lettre dans laquelle son mari lui annonçait sa résolution de se tuer et de tuer son fils. La justice fut immédiatement prévenue, et Agnoletti fut arrêté à Gènes, au moment où il allait partir pour l'Amérique.

J'ai dit qu'il avait été condamné aux travaux forcés à perpétuité par la cour de Milan. Devant la cour de Bergame, il a eu une très mauvaise attitude, qui a prouvé à elle seule qu'il n'est point fou, mais que c'est un vaniteux imbécile. Agnoletti est le type de ces esprits égarés, tellement vides, que le moindre accident qui se présente dans leur existence leur paraît le dernier mot de l'infortune humaine. Ils ne sont littéralement bons à rien: s'ils ont de la fortune, ils ne savent pas la conserver; s'ils sont pauvres, ils ne savent pas supporter leur pauvreté.

A cette question: « Achille Agnoletti est-il coupable d'homicide volontaire pour avoir, le soir du 8 janvier 1872, dans la ville de Milan, volontairement tué la vie à son propre fils Charles, en le noyant dans les eaux de la Roggia Balossa, avec la circonstance aggravante de la préméditation? »

Les jurés ont répondu: Oui; mais interrogés sur la folie du criminel, sur la force irrésistible qui a pu l'entraîner, et qui permettrait de le regarder comme irresponsable, la majorité des jurés a répondu: Non!

« Agnoletti, lui a dit en le congédiant le président de la cour, je vous laisse dans les mains de vos défenseurs. Les hommes vous ont jugé par deux verdicts pareils; maintenant que Dieu vous juge!

« Que le remords, qui seul peut purifier l'âme, vous fasse rentrer en vous! »

Espagne.
La séance de l'Assemblée de Madrid du 5 juin a été marquée par un incident. M. Pereira a protesté contre le décret de dissolution de la commission permanente, décret qui regardait comme attentatoire à la loi. Les cris de: « A la porte! » se firent aussitôt entendre. Une grande agitation régnait dans la salle. M. Pereira est sorti, et l'agitation s'est calmée.

Afrique.
La *Koenigsberger Zeitung* rapporte de Massoua les nouvelles suivantes datées du 17 avril au sujet de la reconstitution de l'ancien empire d'Abyssinie. Le prince Kassa, actuellement l'empereur Jean, est entré à Gondar sans coup férir et a reconstitué ainsi le vieil empire abyssinien; tous les rois d'Amhara et du Tigre avaient en cette ambition, mais avaient dévasté le pays par des guerres incessantes sans arriver à leur but. Plus heureux qu'eux, le prince Kassa s'était fait proclamer empereur après sa victoire remportée sur Gabat, et il a nommé le *deschach* Woronja aux fonctions de radja tributaire d'Amhara. Mais Kassa ne lui pas plus tôt rendu à Adna, que Woronja voulut se rendre indépendant; le prince Kassa l'a poursuivi dans Amhara, Gondar lui a ouvert ses portes, Woronja s'est présenté alors au camp impérial pour implorer sa grâce, que Kassa lui accorda; quelques jours plus tard il s'est enfui et

s'est remis à la tête de ses troupes; mais il a été battu de nouveau; Kassa lui a fait grâce cette fois encore et le s'est trouvé actuellement reconnu souverain de l'Abyssinie tout entière.

DERNIÈRES NOUVELLES.

Prusse. — La *Norddeutsche* ainsi que la *Kreuz-Zeitung* démentent le bruit d'après lequel le prince de Bismarck n'accompagnerait pas l'empereur à Vienne.

— La dépouille mortelle du prince Adalbert est arrivée à Berlin dans la nuit du 8 juin et a été aussitôt transportée dans la rotonde du dôme. L'enterrement doit avoir lieu le jeudi 12. L'enterrement de M^{me} la princesse de Liegitz, dont le corps a dû arriver à Berlin, était fixé au mercredi 11 juin.

— On mande de Paris que M. le comte d'Armin a remis le 7 juin ses nouvelles lettres de créance au duc de Magenta. La *Nation* ajoute que l'ambassadeur d'Allemagne va incessamment prendre un congé que les médecins lui avaient conseillé depuis longtemps et qu'il se rendra en premier lieu à Carlsbad. Il sera remplacé comme chargé d'affaires à Versailles par M. le comte de Westdehlen.

GRANDE-BRETAGNE.
CHAMBRE DES COMMUNES.
Séance du 6 juin.

En réponse à M. B. Cochrane, lord Enfield, sous-secrétaire d'Etat des affaires étrangères, annonce que le gouvernement de la reine sait que des communications ont été adressées par M. de Lesseps à l'ambassadeur de Russie à Constantinople au sujet d'un chemin de fer pour les Indes par l'Asie centrale; mais il ignore les vues du gouvernement russe touchant la question.

M. Goschen, répondant au colonel Emerley, dit que le shah de Perse sera reçu à Douvres par un nombre considérable de navires cuirassés. Cette démonstration aurait jusqu'à un certain point le caractère d'une revue navale. Il y aura de plus une autre réunion de navires à Spithead à un jour ultérieur. Le shah doit visiter Portsmouth; il aura alors l'occasion de monter à bord et d'examiner un grand nombre de navires de guerre: mais il n'y aura pas de revue navale complète dans toute l'acceptation du mot.

M. Cardwell, en réponse à lord C. J. Hamilton, annonce que, d'après l'avis des légistes de la couronne de l'ancien ministère, le gouvernement de la reine réclame le droit de faire fabriquer pour lui, par des maisons particulières, des articles brevetés sans paiement de prime aux personnes brevetées, et il a commandé des articles de cette nature pour le ministère de la guerre.

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides. M. R. Talbot appelle l'attention sur l'insuffisance des forces de la cavalerie en Angleterre et sur le mode de procéder à l'achat des chevaux. Il demande qu'il soit décrété — que de l'avis de la Chambre, considérant la faiblesse numérique de la cavalerie, il importe d'adopter sur-le-champ des mesures pour se procurer une réserve suffisante d'hommes et de chevaux pour le service de la cavalerie.

L'orateur démontre tout l'importance de la cavalerie dans la stratégie moderne et constate l'insuffisance de la force intégrale effective de cette branche de notre service militaire. Il faudrait que l'on eût généralement connaissance du prix que le gouvernement affecterait pour l'achat de chevaux, et l'on parviendrait ainsi à se dégrader des primes énormes payées aux marchands de chevaux intermédiaires. On y gagnerait beaucoup.

L'orateur trouve que l'on paie actuellement trop peu pour les chevaux destinés au service de la cavalerie; on devrait donner aux fermiers des encouragements pour favoriser par eux l'élevage des chevaux de cette catégorie. Il importerait que le gouvernement ordonnât dès à présent une enquête tenant à ce que la cavalerie se trouvât approvisionnée de bons chevaux.

La séance continue.

SUISSE.

La semaine dernière a eu lieu à Lucerne le premier baptême d'après le rite viennois-catholique; le père de l'enfant, M. Dr Winkler, l'un des chefs du parti catholique libéral de Lucerne, avait donné au clergé le choix, ou de lui laisser la liberté d'appeler pour cet acte religieux un prêtre dans lequel il eût confiance, ou de le voir renoncer en cas de refus au baptême.

Le clergé lui a reconnu cette faculté et sur la demande de M. Winkler, c'est M. Kirtel, ami de MM. Herzog et Kilchmann, ecclésiastique entièrement opposé au dogme de l'infélibilité, qui a procédé à la cérémonie et a, pour la première fois, baptisé sur la foi « à l'Eglise chrétienne universelle. » (*Journal de Genève.*)

ESPAGNE.

Voici réunis ensemble les télégrammes reçus à Paris dans le courant de la journée du 8 juin:

A la fin de la séance du 5 juin, les Cortes avaient validé 269 élections. La commission du règlement avait lu son rapport et il était décidé que les Cortes se constitueraient définitivement lundi 9 juin. Les ministres alors en fonctions avaient résolu de laisser au nouveau ministère, que l'Assemblée devait nommer, la solution des questions relatives au cours forcé à donner aux billets de Banque.

Dans la séance du 7, les Cortes ont accepté la république fédérative et constitué un gouvernement. Une proposition avait été faite de charger M. Pi y Margall de former un ministère. Les *Intransigeants* ont demandé qu'on ne passât point à une délibération sur cette proposition, et ils ont été battus par 145 voix contre 79.

Il y avait donc à mettre au vote la proposition. Avant de passer au vote, les Cortes ont reconstitué leur bureau, et M. Orensé a été élu président par 177 voix. Puis M. Figueras a remis à l'Assemblée les pouvoirs du gouvernement. Il a annoncé aux Cortes la mauvaise nouvelle du soulèvement de la division Valverde, et des troubles de Grenade, et il a demandé la proclamation de la république fédérale. La proposition a été prise en considération à la presque unanimité et par acclamation, et il a été décidé qu'on voterait, le lendemain 8 juin, par appel nominal, sur l'acceptation définitive de la forme républicaine fédérative.

En attendant ce vote, il fallait constituer un ministère. Les Cortes ont donc adopté, à cinq heures du soir, une proposition appuyée par M. Cervera, et par laquelle M. Pi y Margall était nommé président du conseil et autorisé à former un ministère. M. Pi y Margall a demandé aussitôt au Congrès de suspendre sa séance jusqu'à neuf heures du soir, pour qu'il eût le temps de composer un conseil des ministres. On pensait que M. Pi y Margall constituerait un ministère réunissant des représentants de toutes les fractions de l'Assemblée

en conservant pour lui le portefeuille de l'intérieur et en attribuant à M. Tutau celui des finances.

A onze heures du soir, M. Pi y Margall n'avait pas encore présenté aux Cortes la liste du nouveau cabinet, et l'Assemblée s'ajournait au lendemain dimanche 8 juin, dix heures du matin. On espérait qu'à cette date le ministère serait formé et qu'il le présenterait aux Cortes; on croyait, à la fin de la séance, qu'il serait composé comme il suit:

MM. Pi y Margall, président sans portefeuille; Diaz Quintero, fomento (travaux publics, commerce, etc.); Palanca, intérieur; Maisonnave, affaires étrangères; Pedregal, justice; Estevaner, guerre; Jorri, outremer; Tutau, finances; Oreiro, marine.

Pendant ce temps, des faits d'indiscipline se passaient sur le théâtre de la guerre et dans les provinces. Le 5 juin au soir, la majeure partie des chasseurs de Navarre et de Merida, le corps d'artillerie de montagne, les volontaires de Salosna et un certain nombre d'habitants se sont soulevés à Igualdad aux cris de: « Vive la république fédérale! Mort à Velarde et aux officiers! » Plusieurs soldats ont été tués ou blessés.

Le général Velarde, commandant en chef de l'armée de Catalogne, a été obligé de quitter Igualdad, et il s'est réfugié, avec ses officiers, à Pobla de Claramonte. Convoqué de l'impossibilité pour lui de faire rentrer ses soldats dans l'obéissance, il a adressé, par voie télégraphique, sa démission au gouvernement.

Ces faits ont causé à Barcelone une grande émotion. Le gouverneur civil, général Patino, la députation provinciale, l'ayuntamiento, les comités républicains fédéraux, les officiers de bataillons de volontaires ont signé une proclamation au peuple, à l'armée et à la marine. Le brigadier Gabrinyet et parti de Barcelone, marchant sur Igualdad, avec 500 hommes de troupes, de nombreux volontaires et les commissaires républicains de Barcelone.

Le lendemain 6 juin, un conflit éclatait à Grenade entre les carabiniers et la population, et à Vicalvaro, entre des volontaires de diverses provinces. Sur ces deux points, il y a eu des morts et des blessés. A Grenade, après cinq heures de combat, les carabiniers se sont rendus et ont livré leurs armes au peuple. La *Igualdad* prétend qu'ils ont crié: Vive Alphonse! L'ordre était rétabli hier, 7 juin, à Grenade et à Vicalvaro.

Quant à la guerre contre les carlistes, on sait que le 4 les carlistes s'étaient emparés du pont d'Endarlosa, ce qui avait fait faussement qu'ils avaient pris l'un. Le 6, ils ont fait sauter ce pont, et la route de la Navarre, par le Biadasso, s'est trouvée ainsi coupée.

Des dépêches de Bayonne confirmeraient la nouvelle du massacre, par ordre de Santa-Cruz, des prisonniers faits par les carlistes à Endarlosa. Le 6 juin, on se croyait, à Santander, menacé par les carlistes.

Mentionnons pour mémoire la nouvelle bizarre de la proclamation d'une république catholique, qui aurait été faite à Etchar, par Santa-Cruz, et qui aurait Cabrera pour président. Santa-Cruz aurait sommé les carlistes de Martinez et de Derronsa de reconnaître ce gouvernement. Cette nouvelle est démentie par les carlistes.

D'après une dépêche du 8 au soir, M. Pi y Margall a présenté aux Cortes ce jour-là la liste suivante: MM. Pi y Margall, président et intérieur; Estevaner à la guerre, Oreiro à la marine, Carvajal aux finances, Cervera aux affaires extérieures, Palanca aux travaux publics, Sorin aux colonies et Pedregal à la justice.

Bien que M. Figueras ait exhorté l'Assemblée à la concorde, toute discorde menaçant l'existence même de la république, la séance a été très-orageuse et M. Pi y Margall a retiré sa liste, après quoi M. Figueras a proposé à l'Assemblée de se réunir en séance secrète pour nommer les ministres, ce qui a été résolu.

Une motion des *Intransigeants* de remplacer le drapeau national par le drapeau rouge a été repoussée.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Berlin, mercredi 11 juin, au soir.

La *Provincial-Correspondenz* annonce que les cas de mort survenus dans la famille royale ont affecté la santé de l'empereur, de sorte que sur le conseil des médecins le voyage projeté à Vienne ne s'effectuera pas quant à présent. Le voyage également projeté à Darmstadt et Jugenheim devient incertain. Sa Majesté se rendra à Ems dans le courant de ce mois ou au commencement de juillet et à Gastein dans le courant du mois d'août, après quoi viendra probablement le voyage à Vienne.

A la suite de l'indisposition de l'empereur, l'ambassadeur de France n'a pu présenter la notification du changement de gouvernement et ses nouvelles lettres de créance que par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères, la réception de l'ambassadeur par Sa Majesté étant réservée pour une époque ultérieure.

Autre dépêche.

Paris, mercredi 11 juin.

Le *Journal officiel* annonce la nomination du général Chanzy au poste de gouverneur civil et militaire de l'Algérie. M. Pascal, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, a donné sa démission à la suite de la lecture qui a été faite hier à l'Assemblée Nationale d'une circulaire confidentielle du ministre de l'intérieur.

Autre dépêche.

Vienne, mercredi 11 juin.

Le général de Langenau, ministre d'Autriche-Hongrie à St-Petersbourg, retourne aujourd'hui à son poste. Du soir. — Les journaux reproduisent une information transmise de Vienne au *Pester-Lloyd* au sujet d'une alliance italo-allemande qui aurait été conclue à Milan lors de la récente entrevue du prince impérial d'Allemagne et du prince royal d'Italie. Ils considèrent cette nouvelle comme assez probable en présence du courant clérical-légitimiste qui se produit en France.

Autre dépêche.

Bucharest, mercredi 11 juin.

La quarantaine établie dans les ports turcs vient d'être levée.

L'éditeur rédacteur responsable, ANT. E. HORN